

MISE À NIVEAU

Un programme national ou deux en œuvre ?

Y aurait-il un seul programme national de mise à niveau ou deux ? Il y aurait deux, à en croire le ministre de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement évoquant la présentation prochaine d'une loi-programme de mise à niveau alors que le ministre de la PME a déjà initié un plan similaire.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)- Hier à l'hôtel Hilton, le ministère de la Petite et moyenne entreprise et de l'Artisanat a organisé une journée d'étude sur le rôle des organisations et associations professionnelles dans l'exécution du programme national de mise à niveau des PME. Une rencontre tenue en collaboration avec l'Agence nationale de développement des PME (ANDPME) et le programme de coopération algéro-allemand pour le développement durable. A cette occasion, une convention a été signée entre l'ANDPME et trois organisations professionnelles, l'Union générale des entrepreneurs algériens (UGEA), l'Association nationale des entreprises de for-

mation agréée (Anefa) et l'Union nationale des industries alimentaires (Unida). Il s'agit d'impliquer ces associations professionnelles et l'ensemble des organisations similaires dans la mise en œuvre du programme national de mise à niveau des entreprises. Un programme initié par le ministère de la PME depuis plus d'une année d'une enveloppe annuelle de 1 milliard de dinars.

680 manifestations d'intérêt pour la mise à niveau

A ce propos, le ministre de la PME, Mustapha Benbada, a indiqué qu'une campagne de sensibilisation avait été lancée durant l'année 2007 visant 47 wilayas



Le ministère de Benbada a réalisé ses engagements.

et 3 000 entreprises. A la suite de cette campagne, l'ANDPME a enregistré 680 manifestations d'intérêt et le lancement de 216 opérations de pré-diagnostic d'entreprises. En marge de cette rencontre, Mustapha Benbada a rappelé que le

premier programme de mise à niveau, initié, supervisé et financé en partenariat avec l'Union européenne, a abouti pour 445 entreprises privilégiées, et qu'un second programme identique est sur les rails. Des programmes qui «n'ont pas échoué»

selon le ministre de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement, Abdelhamid Temmar. Hier, dans les colonnes d'un confrère (*le Quotidien d'Oran*), Abdelhamid Temmar a estimé que ces programmes «ont donné des résultats mais très inférieurs à ce qui pourrait vraiment changer la face de nos entreprises».

Vers une loi-programme, selon Temmar

Pour le ministre de l'Industrie, la mise à niveau du secteur public, essentiellement pour la relance de l'appareil de production, concernera quelque 2 500 entreprises. Toutefois, il a précisé que «l'expertise européenne pour cette question ne peut se faire sans un cadre du gouvernement». Dans cet ordre d'idées, Abdelhamid Temmar a annoncé, hier sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, que dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie industrielle, une loi-programme de mise à niveau sera présentée la semaine prochaine au gouvernement. Il est question d'identifier les secteurs et entreprises à mettre à niveau selon Abdelhamid Temmar

N. I.

qui relève que «ce qui a été fait par le ministère de la PME sera intégré dans la stratégie industrielle. On ne perdra rien. Du point de vue de la responsabilité, celle économique fait que tout ce qui a été fait sera totalement récupéré». Un projet du ministre de l'Industrie que le ministre de la PME semble ignorer même s'il a été accueilli de manière sereine par Mustapha Benbada.

Benbada appelle à davantage de concret

Pour le ministre de la PME, si la stratégie industrielle impose d'engager la mise à niveau, les entreprises industrielles ne doivent cependant pas être délaissées. Mais à charge pour chaque département ministériel de réaliser ses engagements découlant de cette stratégie, ce que le ministère de la PME a fait, affirme Mustapha Benbada. Ce dernier d'en appeler à moins de conceptualisation et davantage de concret, dans la coordination et la complémentarité sectorielle. Deux conceptions divergentes de deux membres d'une même équipe gouvernementale qui laissent entendre qu'il existe deux et non pas un seul programme national de mise à niveau. Voire, la reproduction du scénario du début des années 2000 où le ministère de la PME pilotait un programme de mise à niveau avec l'assistance du programme euro-méditerranéen et le département de l'industrie en pilotait un autre avec l'appui de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi). Une divergence d'approches, qu'il y ait ou non un conflit de personnes ou d'ambitions, qui ajoute à la confusion de l'opinion publique et à l'absence de lisibilité et visibilité de l'action gouvernementale.

C. B.

INVESTISSEMENTS FRANÇAIS EN ALGÉRIE

Le coup de gueule de Zaïm Bensaci

Le président du Conseil consultatif des PME n'est pas du tout content du niveau des investissements français en Algérie et ne se gêne pas de le faire savoir.

Nawal Imès - Alger

(Le Soir) - Zaïm Bensaci n'a pas mâché ses mots hier lors du débat organisé au Forum d'El Moudjahid, dénonçant le faible degré d'engagement des Français en Algérie à qui il reproche de se contenter de faire des affaires sans pour autant investir.

En présence d'un représentant de l'association France-Algérie, il n'a pas hésité à dire «non seulement les Français se contentent de faire des affaires mais en plus ils crachent sur le gâteau et lorsqu'ils doivent investir, ils vont dans les pays voisins. L'Algérie n'est pas une vache laitière».

Pour le président du CNC, il est temps que l'Algérie s'ouvre à d'autres pays et ne passe pas son temps à «supplier» les Français, expliquant que beaucoup d'investisseurs de pays autres que la France sont prêts à venir sans pour autant passer leur temps à critiquer le cadre législatif. «Je n'ai rien contre les entreprises françaises mais il ne faut pas focaliser dessus. Si certains préfèrent fermer les yeux sur les conditions qu'offre l'Algérie, c'est purement politique», dit-il. De retour du colloque «Planète PME Méditerranée», le président du CNC n'a fait que confirmer la tendance des

investisseurs français à préférer les pays voisins de l'Algérie. «Plusieurs intervenants français ont longuement insisté sur l'exemple marocain. Le projet Renault au Maroc a été à cet, égard, plusieurs fois cité. On avait même l'impression que le Maroc était montré en modèle, même si quasiment tous les intervenants ont mentionné, par ailleurs, l'importance du marché algérien», dit-il. Une vision qu'il ne partage pas du tout, expliquant que l'Algérie offrait des avantages même si beaucoup reste à faire dans ce domaine. Zaïm Bensaci voudrait que les instances diplomatiques s'impliquent d'avantage pour expliquer le cadre législatif et encourager les investissements directs étrangers et pousser les PME à conclure des par-

tenariats. Un souhait que partagent des responsables de PME présents au colloque qui s'était déroulé en France. A cette occasion, l'institut de sondage Ipsos et le cabinet KPMG ont effectué un sondage dont les résultats démontrent que 83% des responsables de PME souhaitent la création d'une banque d'investissement «qui a fait couler beaucoup d'encre» et qui tarde à voir le jour. Abordant la question de l'intégration de la PME dans le cadre du projet d'Union pour la Méditerranée, le président du CNC a expliqué que les attentes sont énormes, pour peu que la coopération ne prenne pas la même trajectoire prise par le processus de Barcelone qui a montré ses limites.

N. I.

ALGÉRIE-OTAN

Une coopération active est-elle possible ?

Le secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'alliance atlantique nord (OTAN), l'ambassadeur Claudio Bisogniero, a invité hier, lors d'une intervention au Sénat devant des parlementaires algériens et de l'Assemblée parlementaire de l'Otan, l'Algérie à prendre part à l'opération maritime de lutte contre le terrorisme désignée «Active Endeavour».

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'Otan formule cette demande, après avoir estimé que l'Algérie, qui a rejoint le dialogue méditerranéen en mars 2000, est un bon partenaire s'agissant de la coopération politique. Le secrétaire général délégué de l'Otan a le souhait de voir l'Algérie faire un pas

dans la sphère des activités que l'organisation propose dans le cadre du dialogue méditerranéen. L'Algérie faisant de la question de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme les axes prioritaires de sa coopération avec l'Otan, Son Excellence M. l'ambassadeur Claudio Bisogniero voit, donc, en l'«Active Endeavour» un cadre de coopération active. Seulement, il ne s'agit pas de recommandation mais tout juste d'une offre. «C'est à l'Algérie de définir ses priorités dans sa relation avec l'Otan», a indiqué le secrétaire général adjoint de l'Otan. En fait, il s'agit là de la formule retenue par l'Otan pour contourner les clivages qui minent le pourtour sud de la Méditerranée. L'Otan, en effet, offre aux 7 pays de la rive sud de la Méditerranée la possibilité de conclure avec l'organisation des programmes individuels. Le

programme algérien est toujours en cours de négociation, alors que des pays comme Israël, depuis fort longtemps, et l'Egypte, dans un passé proche, ont déjà défini et conclu leurs programmes individuels. L'Algérie semble vouloir cheminer prudemment dans ce dialogue méditerranéen lancé dans le cadre de l'Otan. Elle a sa propre conception de la paix dans le Bassin méditerranéen, comme en témoignent ce rappel fait par le président de la commission de la défense nationale. Un rappel qui fait de la question palestinienne un sujet central dans ce dialogue méditerranéen. La politique de deux poids, deux mesures dans l'espace méditerranéen n'agréé pas l'Algérie. Aussi, c'est un refus poli, autrement dit, qu'elle renvoie à l'Otan qui l'invite à soutenir l'Active Endeavour.

S. A. I.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DU FCE

Les chiffres de Hamiani

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) a animé une conférence de presse en marge des deux journées consacrées aux secteurs agricole et de l'industrie agroalimentaire, organisées à l'hôtel El-Aurassi. M. Hamiani a déclaré qu'au lendemain de l'indépendance, l'Algérie disposait de 8 millions d'hectares de terres cultivables. «Aujourd'hui, l'Etat ne propose aux investisseurs que 140 000 ha, répartis sur 112 fermes, en guise de concession», a-t-il indiqué. Le conférencier a déclaré que «les Algériens ne sont plus intéressés par les exploitations agricoles collectives (EAC) et individuelles (EAI). La politique de l'Etat concernant les EAC et EAI doit être révisée pour faciliter l'accès des investisseurs au foncier agricole». Le problème du manque des ressources hydriques a été au centre des préoccupations des investisseurs qui affirment que seuls 800 000 hectares de terres agricoles sont irrigués. Il y a aussi le problème du statut juridique de ces terres qui reste à régler. M. Hamiani a souligné, également, la question de la relève. «Il y a de moins en moins d'investisseurs dans le domaine agricole», a-t-il regretté.

L. M.